

Vu pour rester annexé
à la délibération du
13 juin 2006

COMMUNE DE COURTES



CARTE COMMUNALE

Approuvée par le Conseil Municipal le : 13 juin 2006
Approuvée par le Préfet le : 8 septembre 2006.

RAPPORT DE PRESENTATION

Vu pour rester annexé à notre
arrêté de ce jour
Boulevard de la République
Par arrêté du Préfet
Le Chef de bureau

08 SEP 2006



Marielle ABEL

INTRODUCTION

La commune de Courtes a approuvé sa précédente carte communale le 27 septembre 2000. La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain n'a pas permis de confirmer cette carte communale qui, arrivée à son échéance de quatre ans en septembre 2004, est caduque.

Or la Municipalité veut répondre à une demande en logements mais également préserver le caractère rural et le paysage bâti de la commune qui résultent notamment de la protection de l'activité agricole, de l'environnement naturel et des paysages.

Le Conseil Municipal, par délibération du 17 octobre 2003, a donc prescrit l'élaboration d'une nouvelle carte communale.

En respectant les principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1 du Code de l'Urbanisme, une carte communale précise les modalités d'application des règles générales d'urbanisme prises en application de l'article L. 111-1.

Le ou les documents graphiques délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne sont pas autorisées, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles. Ils peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Le présent rapport, sur la base de l'analyse de l'environnement et du constat de la situation existante, explique les choix retenus, évalue leurs incidences sur l'environnement et expose la manière dont ils prennent en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

SOMMAIRE

1. CONNAISSANCE DE LA COMMUNE	4
1.1. Présentation	4
1.2. Etat initial de l'environnement.....	4
1.3. Démographie	10
1.4. Les activités et la population active	11
1.5. Le parc immobilier	13
1.6. Les équipements publics	14
1.7. Intercommunalité	17
1.8. Prescriptions, servitudes, annexes.....	18
1.9. Cadre réglementaire supra-communal.....	20
1.10. La carte communale approuvée en 2000	20
1.11. Conclusion.....	21
 2. PRESENTATION DU PROJET	 22
2.1. Le village.....	22
2.2. La Croisée	23
2.3. Les hameaux.....	23
2.4. Les écarts.....	24
2.5. Superficies des zones	25
 3. PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT.....	 25



1. CONNAISSANCE DE LA COMMUNE

1.1. Présentation

A la pointe Nord-Ouest du département, à un peu plus d'un kilomètre à l'est de Saint Trivier de Courtes, son chef-lieu de canton, douze kilomètres à l'est de Pont-de-Vaux, auxquelles elle est reliée par la RD 2, trente kilomètres au nord-nord-ouest de Bourg par la RD 975,

axe à grande circulation Bourg-Tournus qui borde le territoire à l'ouest, Courtes, commune rurale de 218 habitants, de forme assez régulière, 3,75 kilomètres du Nord au Sud et 4,3 d'Ouest en Est avec de petites excroissances au Sud-Est, s'étend sur 906 hectares.

Les communes limitrophes sont :

- Au nord Vernoux ;
- Au nord-est Curciat Dongalon ;
- Au sud-est Saint Nizier le Bouchoux ;
- Au sud Mantenay Montlin ;
- A l'ouest Saint Trivier de Courtes.

1.2. Etat initial de l'environnement

1.2.1. Site naturel

1.2.1.1. Relief

La commune est située en Bresse. La variation d'altitude est faible sur l'ensemble du territoire

communal. L'altitude varie entre 218 mètres en limite de Saint Trivier de Courtes et sur le hameau de

la Haute Chanée et 195 mètres au niveau du lieu dit « Grange Baron ».

1.2.1.2. Hydrographie

Le réseau hydrographique de Courtes est peu développé et son seul cours d'eau permanent est la Sane Vive en limite communale Est. Sa moitié Ouest est incluse dans le bassin versant de la Reyssouze et sa moitié Est l'est dans celui de la Sane, affluent de la Seille. Il est à noter qu'elle est située dans la par-

tie haute du bassin versant de la Sane et est parsemée de nombreux talwegs.

Une station de mesures sur la Sane Vive, en amont du pont de la RD 2 en direction de Curciat Dongalon, comprend des mesures de la qualité de l'eau et dispose du Système d'Evaluation de la Qualité de

l'EAU (S.E.Q.EAU). Les paramètres analysés sont : matières organiques et oxydables, matières azotées, nitrates, matières phosphorées, et MES. La dernière mesure datant de 1999 a montré que la qualité de l'eau est globalement médiocre sauf sur les paramètres nitrates et MES où elle est bonne.

1.2.1.3. Géologie

Les formations géologiques qui constituent le sous-sol de la région sont récentes et composées principalement de formations sédimentaires datant du Quaternaire. Elles sont décrites de la plus ancienne à la plus récente et leur description est effec-

tuée à partir de la carte géologique de Monpont en Bresse éditée par le B.R.G.M. Le sous sol de la commune est composé de :

- Marnes, sables et argiles de Bresse : cette formation occupe la majeure partie du territoire

communal, elle est située sur les points hauts de la commune jusqu'aux bordures des talwegs.

- Colluvions des fonds de val-lon : cette formation occupe le fond des talwegs, elle est constituée d'argile grisâtre incluant

.../...

une charge sableuse en fonction de la nature lithologique des formations avoisinantes.

- Argiles, argiles sableuses, sables, graviers et galets : cette formation est présente le long de la Sane, elle est constituée d'une

couverture à forte fraction argileuse qui recouvre un matériel plus sableux avec parfois des graviers de petite taille.

Les ressources aquifères sur le secteur sont pauvres et sont principalement localisées à la base des

formations alluviales, le long de la Sane par exemple. Les ressources profondes se trouvent sur le secteur à plus de 300 mètres de profondeur et ne sont pas du tout exploitées.

1.2.1.4. Pluviométrie

La variation moyenne mensuelle de la pluviométrie est importante. Elle est relativement faible l'hiver (notamment au mois de mars avec

une hauteur de 54,2 millimètres) et très importante l'automne et au printemps (avec une pointe de 109,3 millimètres en mai). Le cumul des

précipitations sur l'année est de 1 004,1 millimètres.

1.2.1.5. Environnement

Le territoire, dont le taux de boisement est compris entre 10 et 20 %, se situe à une altitude qui varie de 195 à 220 mètres. Il est classé zone sensible à l'eutrophisation qui est une forme singulière mais naturelle de pollution de certains écosystèmes aquatiques qui se produit lorsque le milieu reçoit trop de matières nutritives assimilables par les algues et que celles-ci prolifèrent.

Il s'identifie pleinement à la plaine mamelonnée de la Bresse Bressane :

- Faibles ondulations de terrain ;
- Hydrographie abondante ;
- Aspect verdoyant.

Le faciès géologique presque uniforme se compose principalement de deux couches superposées de sédiments imperméables : en surface limons loessiques jaunâtres d'origine éolienne d'une épaisseur de 2 à 6 mètres, en dessous marnes bleu-gris de la Bresse - Pliocène moyen d'origine lacustre - d'une épaisseur de 50 à 100 mètres.

Cette superposition fait de la Bresse un pays humide en surface, propre aux pâturages et aux cultures moyennement hygrophiles.

Les ondulations du terrain ne sont cependant pas uniformes sur toute la commune où l'on peut distinguer :

- A l'Ouest un relief plus mouvementé où subsistent quelques haies, marqué par des coteaux, notamment au Sud-Ouest le long de la limite communale, des vallons de ruisseaux et, au Sud, des petits bois.
- Au centre un espace ouvert presque plat.
- A l'Est et au Nord un paysage doucement vallonné, bocager au Nord-Est, agrémenté par des bois au Nord et au Sud (Verdanchère, le Bouchet, les Lieux), entre lesquels coulent de petits ruisseaux dont l'un se jette dans la Sane Vive qui forme limite sur 250 mètres avec Saint Nizier. La Combe Verne l'entaille au Nord-Est.

Les bois et les milieux humides, qui constituent le milieu de vie d'une flore et d'une faune diversifiées, doivent être protégés. Le territoire est d'ailleurs inclus dans une ZNIEFF (Zones Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) de type 2 intitulée « Bocage et étangs bressans » d'une surface de 74 793 hectares. Cette vaste zone agricole est prise en compte à cause de la diversité des milieux maintenus par le maillage de haies. Seuls quelques sites (Zone de type 1), qui ne concernent pas Courtes, abritent

une flore et une faune remarquables. Dans le reste de la zone, une avifaune diversifiée se maintient. La végétation des haies permet aussi la présence de quelques plantes intéressantes. La structure du bocage doit être maintenue pour conserver cet intérêt naturaliste. Notons que la partie de la plaine de Bresse située dans le département de l'Ain, la Bresse Bressane, est le prolongement sud de la Bresse Louhannaise beaucoup plus connue pour son intérêt faunistique.

La modernisation de l'inventaire des ZNIEFF, engagée en Rhône-Alpes dès 1998, est désormais en voie d'achèvement. La synthèse de cette collecte de grande ampleur fait actuellement l'objet d'une présentation auprès des collectivités locales, administrations et partenaires techniques concernés, avant validation définitive par les instances scientifiques régionales et nationales. Dans l'attente de cette validation, la DIREN met à disposition du public l'ensemble des informations cartographiques et descriptives correspondant à ces nouvelles propositions de ZNIEFF « modernisées ». Dans celles-ci, Courtes n'est concernée par aucune ZNIEFF.

1.2.2. Site bâti

1.2.2.1. Bâti ancien

Le bâti ancien, agricole, caractéristique des terrains où l'hydrographie abondante ne nécessite pas de regroupements autour des points d'eau, est assez dispersé, sur ou à proximité de l'espace ouvert central, mais presque toujours rassemblé en petits pôles ou en très petits hameaux rapprochés de trois ou quatre fermes.

On trouve ainsi trois pôles à l'Ouest, le village au Nord-Ouest, la Croisée au Nord sur la RD 2, reliés par la petite RD 2b qui les relie aussi à Saint Trivier et à Vernoux, la Basse Chanée et les petits hameaux à l'Est.

Le village était constitué de quelques constructions diffuses sans véritable centre organisées autour du carré que forment la RD 2b et deux voies communales, à l'intérieur duquel on ne trouvait que l'église au Nord-Ouest, avec une petite antenne au Sud-Est. On ne le repère que par la verticale du clocher de l'église.

La Croisée, à environ 500 mètres au Nord du village, ne comportait

aussi que quelques bâtiments au carrefour des RD 2 et 2b.

La Basse Chanée, un gros hameau à deux kilomètres au sud-est du village, s'étire d'Ouest en Est d'un coteau à l'espace central.

Les petits hameaux, dont la Grande Forêt, les Piffauds, Faissolles, la Haute Chanée, sont assez régulièrement répartis du Nord au Sud à l'articulation de l'espace central et des vallonnements à l'Est et au Nord.

Intégrés à un groupement ou isolés, la plupart des bâtiments d'exploitation présentent un corps allongé et bas, orienté Nord-Sud, couvert de deux pans de tuiles rondes ou plates. Sur les pignons la toiture se termine en croupe avec le plus souvent un appentis.

Les façades des habitations se distinguent des autres par des ouvertures plus réduites, généralement sous un auvent profond soutenu par des demi-fermes ou par une arcature en bois retombant sur des pieds-droits.

Nombre de ces constructions ont

conservé leur caractère remarquable de bâti ancien en laissant apparaître des colombages avec quelquefois un hourdis en briques de terre cuite ou en pisé armé d'un lattis.

C'est le cas de la « Ferme de la Forêt », bâtiment édifié en 1581 qui a fonctionné sans interruption pendant quatre siècles, en très bon état, classé Monument Historique depuis 1930. Elle présente une étrange cheminée sarrasine coiffée, sur le toit, d'une mitre carrée d'origine romane. Aménagée en musée, avec son énorme foyer central, elle caractérise l'architecture bressane et ses cheminées sarrasines que l'on ne rencontre en France que sur l'ancien domaine des sires de Bagé.



© Guy Fayard

1.2.2.2. Bâti récent

Quelques maisons se sont implantées à proximité des petits hameaux ou des fermes isolées, mais la plupart sont venues conforter le village et, surtout linéairement à l'Est de la RD 2b au Nord, la Croisée, ou créer de nouveaux petits pôles en limite de Saint Trivier, les Ayes le long de la RD 2b, le Co-

lombier, où l'on trouve aussi deux activités, le long de la RD 975.

Ces dernières années, quelques constructions pavillonnaires se sont implantées sur la commune, à la Croisée, aux Piffauds et à la Luminaire. La SEMCODA a réalisé 6 pavillons locatifs en 1997 et 1998 à la Croisée au bord de la RD 2b.

Une entreprise de transports s'est récemment installée à l'ouest de la Croisée.

Des constructions agricoles, dont deux logements, se sont implantées à proximité d'exploitations existantes.

1.2.3. Paysages

1.2.3.1. Généralités

Cultiver, produire, construire, consommer, habiter, contempler,

par le biais de ses activités, l'homme est à la fois acteur et spectateur

de son paysage. Qu'il soit lié à une activité touristique, culturelle, sour-

.../...

ce de loisirs ou de profits divers, celui-ci est une entité unique et complexe où chaque intervention sur l'espace peut remettre en cause son équilibre naturel.

Aujourd'hui cette évolution des paysages nous préoccupe davantage :

- Parce que les actions humaines contemporaines utilisent des outils et des matériaux plus performants et peuvent agir de façon plus rapide et plus violente ;
- Parce que la prise en compte du paysage, si elle intervient en amont des projets, permet de tempérer le caractère radical de ces actions en les intégrant dans un contexte plus général, où l'effet du temps et de l'histoire prend toute son importance ;
- Parce que la prise en considération de notre environnement architectural et rural exige que l'on se soucie davantage de tout ce qui touche de près ou de loin à notre cadre de vie ;
- Et également parce qu'une conscience accrue vis à vis de l'enjeu économique de la qualité de l'environnement contribue à renforcer des préoccupations d'impact paysager et d'image de marque.

Le CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) de l'Ain a réalisé différentes études paysagères.

Les forêts participent à l'attrait visuel et permettent certaines pratiques de loisirs et de détente.

Les bosquets donnent à la plaine des horizons habillés, renvoyant à l'idée de paysages délimités, bordés, plus humains. Ils ont tendance à disparaître.

Le bocage maille le territoire et lui donne une échelle liée à une perception plus sensible. Il crée, par la présence d'arbustes variés, une impression de nature à la campagne, il permet l'aménagement de parcours grâce à l'ombre de ses feuillages, il fait masque pour diverses grandes implantations et contribue à leur intégration paysagère. Il a beaucoup diminué.

Les arbres isolés ou monumentaux (implantations singulières, allées d'accès à certaines exploitations, chemins anciens bordés de vieux arbres) organisent la lecture du paysage, le repérage dans l'espace, présentent un intérêt propre (silhouette, dessin, couleur, essence) si l'on prend garde à leur réserver des premiers plans suffisamment vastes et aérés.

Les paysages plantés bordant les villages ou les lieux habités (vergers, haies en limites, arbres d'agrément ou arbres rares, ripisylves, parcs et jardins,...) magnifient les implantations bâties, constituent une transition douce avec les paysages cultivés, forment une protection visuelle permettant l'intégration des bâtiments. Ces paysages, contigus au tissu bâti, sont soumis à une forte pression pour l'extension des villages et cèdent la place au pavillonnaire.

Les « coupures vertes » dans l'urbanisation peuvent être constituées de différents éléments selon les sites :

- Grandes coupures agricoles subsistantes, encore bocagères ou forestières, qui sont souvent déjà bien entamées ;
- Passage des rivières qui correspond aussi à l'altitude la plus basse et qui ménage un cordon naturel ;
- Escarpements rocheux qui créent une certaine ambiance naturelle, souvent associés à des prairies, et qui constituent de véritables micro-paysages jusqu'aux cœurs des secteurs urbanisés.

La logique des continuités végétales présente à la fois un intérêt écologique mais aussi visuel et de parcours. Leur échelle se réduit trop souvent et leur cohérence n'est souvent plus assurée.

Les terres agricoles cultivées ont aussi une fonction paysagère :

- Par les vides qu'elles créent, elles ouvrent les perspectives sur des horizons proches ou lointains ;
- Par le renouvellement des cultures et les transformations saison-

nières, elles animent les décors (couleurs, hauteur de ce qui pousse, formes végétales, alternance de l'occupation des parcelles, textures des terres labourées ou des rangs de vigne) ;

- Par la mise en valeur des très faibles reliefs et des vallonnements, elles donnent une lecture fine du sol, elles jouent de leur orientation par rapport à la lumière et prennent différents reflets ou intensités, elles suscitent des effets de découverte dans les parcours, des effets de crêtes émergeant de la forêt, et d'horizon ;
- Elles sont quelquefois occupées par des animaux d'élevage ou sauvages qui donnent de la vie et de l'intérêt au paysage ;
- Elles ont un effet de contraste par rapport à la forêt comme au bâti, et participent aux mises en scènes des sites et des parcours en plaine comme dans les pentes ;
- De petits éléments bâtis (murets et murgets, grangeons, petits abris, pigeonniers...) confirment certains dessins, créent du pittoresque, humanisent les paysages ;
- Des éléments d'architecture traditionnelle comme les grandes fermes dispersées sont perçus de loin depuis les réseaux routiers. Elles ont aussi des aspects négatifs :
- Le problème peut être, en certaines saisons, le cloisonnement total des parcours dans les étendues de maïs qui viennent jusqu'au bord des routes et qui créent aussi des effets de perte de repères, voire de dangerosité ;
- La question de la rationalisation des cultures mécanisées qui crée des parcelles de plus en plus immenses, mono-culturelles et donc banales qui dissolvent la maille bocagère, qui réduisent à néant tous les éléments végétaux verticaux ;
- Le problème des installations d'exploitation : les serres plastiques posées sans style, en parti-

culier dans les pentes, la brutalité de certaines implantations bâties agricoles et leur confusion due aux diverses extensions non planifiées, le manque de soins

des abords, les choix aléatoires de leurs sites d'implantation par rapport au paysage général ;

- Le voisinage avec les lieux habités (nuisances, incompatibilités

d'usage) pose des problèmes en secteurs péri-urbains quand les périmètres ne sont pas préservés autour des sièges d'exploitation.

1.2.3.2. Unités paysagères

On peut distinguer trois unités paysagères :

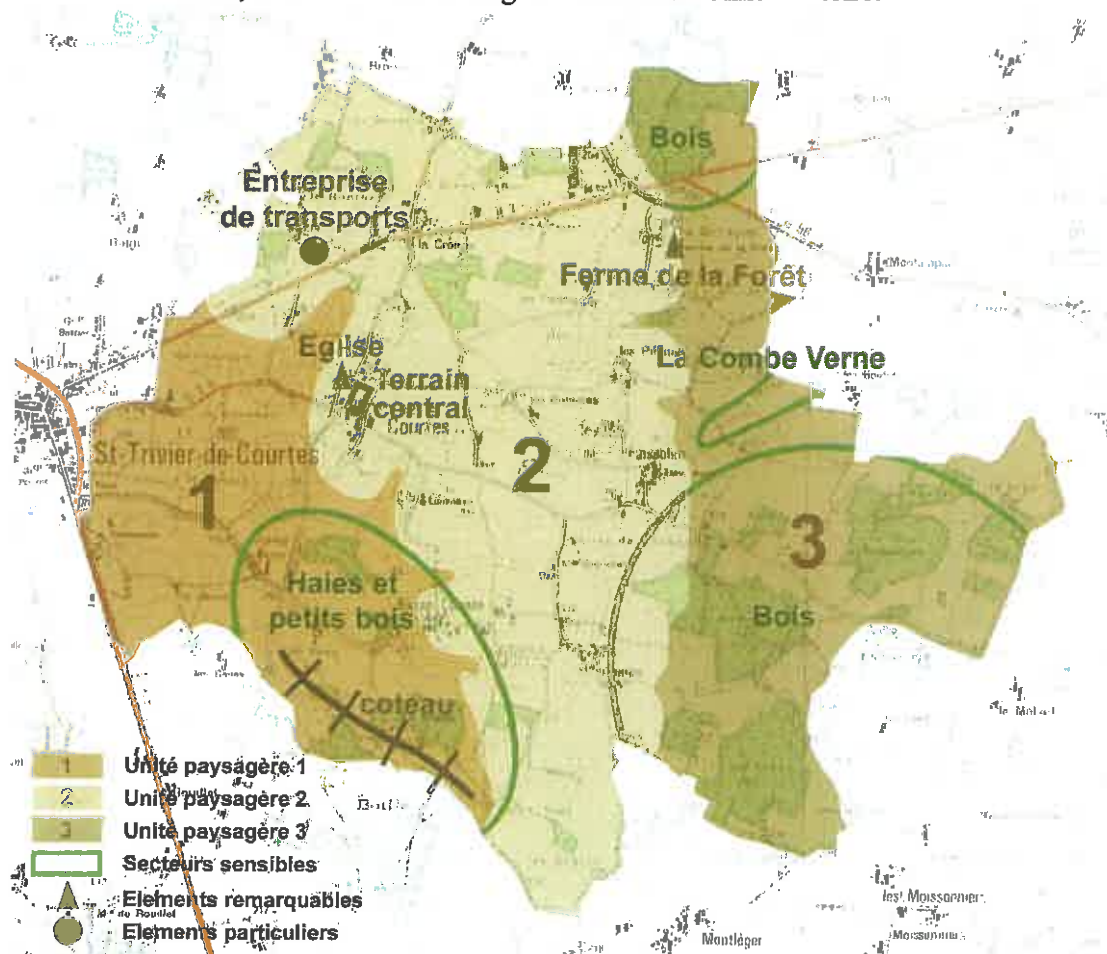
1. Le relief plus mouvementé à l'Ouest marqué par des coteaux, notamment au Sud-Ouest le long de la limite communale, et des vallons de ruisseaux. Quelques haies et des petits bois qui marquent le paysage subsistent dans sa partie Sud-Ouest, qui, sensible, doit être protégée. Cette unité accueille dans sa partie Nord, peu sensible, l'entreprise de transports qui pourrait donc être étendue.
2. L'espace presque plat au centre. Il présente des paysages ouverts avec quelques haies et offre des vues lointaines. Il accueille dans sa partie Ouest le village, la Croisée et la Basse Chanée, à la

limite d'un coteau, et, à l'Est, à sa limite avec l'unité suivante, les petits hameaux dont la Grande Forêt, les Piffauds, Faissoles, la Haute Chanée. Moins sensible visuellement que le Sud-Est de la commune, déjà partiellement urbanisée, cette unité offre des possibilités d'extension de l'urbanisation à condition de veiller à une bonne insertion paysagère des futures constructions. Plus précisément, le terrain central naturel au cœur du village contribue à la mise en valeur de l'église. Il serait donc dommage d'urbaniser sa partie encore non bâtie, cultivée, hormis la « dent creuse » située entre une maison récemment réalisée le long du chemin du Cime-

tière (VC 204) et l'église pour permettre une continuité bâtie le long de cette voie.

3. Le paysage doucement vallonné à l'Est et au Nord. Il est bocager au Nord-Est et agrémenté par les bois au Nord et au Sud (Verdançhere, le Bouchet, les Lieux), entre lesquels coulent de petits ruisseaux dont l'un se jette dans la Sane Vive. Ceux-ci, comme la Combe Verne, offrent un paysage intéressant qui doit être protégé.

D'une manière générale, il est important de préserver les bosquets et le bocage bressan qui, outre la protection contre l'érosion des terres, constituent un élément important du paysage qui maille le territoire.



1.2.3.3. Amendement Dupont

Courtes est concernée par l'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme, dit « Amendement Dupont ». Les abords immédiats des principales voies routières, points privilégiés d'observation des paysages, constituent en effet une partie spécifique du territoire méritant une attention particulière. L'Amendement Dupont vise à mieux maîtriser le développement urbain aux abords de ces voies en limitant les extensions linéaires et mal coordonnées de l'urbanisation, en minimisant les effets des pollution induites par le trafic routier et en gérant l'insertion paysagère de ces grands axes. Il

consiste à interdire les constructions ou installations en dehors des espaces urbanisés, sauf si les règles concernant ces zones ont fait l'objet d'une étude de projet urbain attestant de la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Cette interdiction ne s'applique toutefois pas :

- Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;

- Aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- Aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, la réfection ou l'extension de constructions existantes.

Les dispositions de cette loi s'appliquent dans une bande de 75 mètres des deux côtés de la RD 975.

Une analyse de l'application de l'Amendement Dupont réalisée par la Direction Départementale de l'Équipement indique que la zone d'activités du Colombier, classée en zone Ci dans l'ancienne carte communale, est considérée comme espace urbanisé.

1.2.4. *Risques naturels et technologiques*

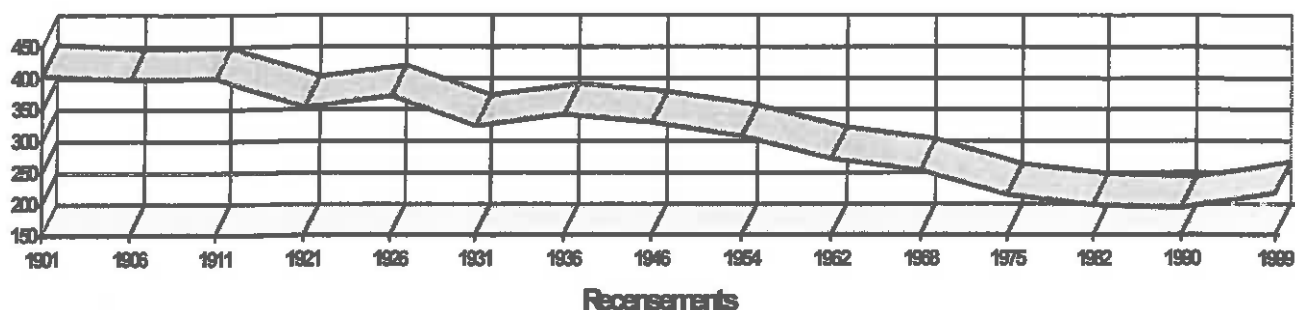
Les seuls risques naturels connus sont liés à la Seille (se référer au contrat de rivière). La commune n'est concernée par aucun risque technologique.

1.3. Démographie

1.3.1. Evolution de la population

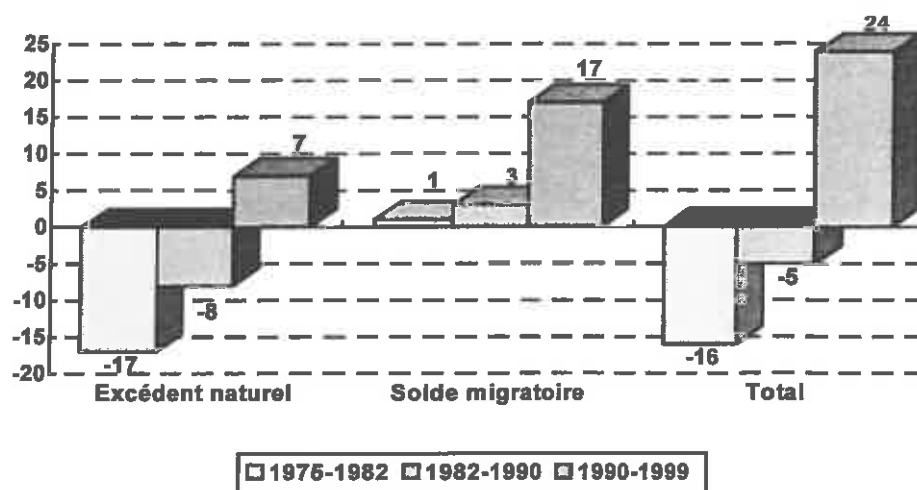
Année de recensement	Population municipale	Evolution absolue	Evolution relative	Taux annuel moyen
1975	215	- 16	- 7,44 %	- 1,10 %
1982	199	- 5	- 2,51 %	- 0,32 %
1990	194	+ 24	+ 12,37 %	+ 1,30 %
1999	218			

De 405 habitants au début du siècle dernier, la population a presque régulièrement décro jusqu'à 194 habitants en 1990, puis un peu augmenté ces dix dernières années.

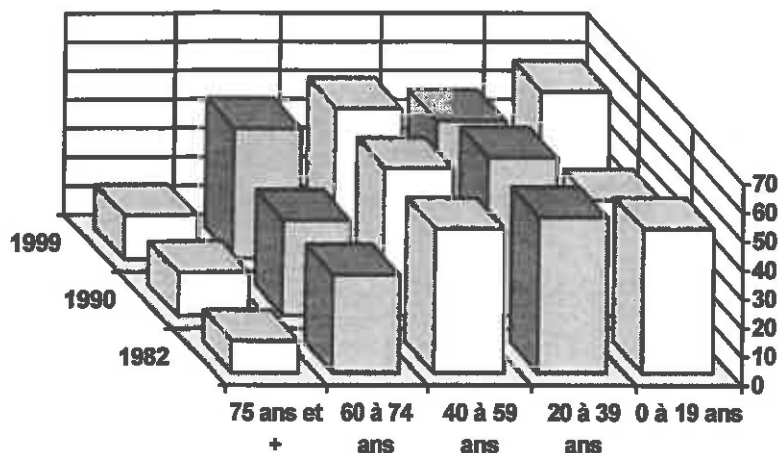


1.3.2. Solde naturel et migratoire

L'excédent naturel, devenu positif grâce à une amélioration régulière, et l'arrivée de plus nombreux résidents ont permis la récente croissance.



1.3.3. Structure démographique



Les plus de 40 ans sont stables à l'exception des 40 à 59 ans qui ont augmenté de 1990 à 1999. Les tranches les plus jeunes, de 0 à 39 ans, sont également stables : 50 % en 75 et 48,6 % en 1999 (en 1999 moyenne nationale de 52,7 et moyenne du canton de Saint Trivier de Courtes 41,5), les 20 à 39 ans ayant augmenté de 75 à 82 puis diminué de 1990 à 1999 tandis que les 0 à 19 ans ont diminué de 1975 à 1990 puis augmenté.

1.4. Les activités et la population active

1.4.1. Activités et emplois

1.4.1.1. Activité agricole

Années	Nombre d'exploitations	SAU moyenne par exploitation	SAU totale
1970	43	14,6 ha	627 ha
1979	32	19,1 ha	610 ha
1988	22	26,7 ha	587 ha
2000	14	41,7 ha	584 ha

La SAU totale indiquée correspond aux exploitations ayant leur siège sur la commune quelle que soit la localisation des parcelles.

Le nombre d'exploitations a diminué depuis 1970 mais la SAU se maintient.

Le taux de drainage est supérieur à 40 % et la pointe Sud-Est de la commune n'est pas irriguée. Courtes se situe en zone d'Appellation d'Origine Contrôlée Volaille de Bresse.

Les exploitations ont été recensées et localisées pour la carte communale en 2004 et sont réparties sur l'ensemble de la commune.

On comptait 10 exploitations dont un GAEC, 12 exploitants dont 8 à temps plein et 4 double-actifs. 2 avaient moins de 40 ans, 4 de 40 à moins de 55 ans et 6 55 ans et plus.

5 exploitations avaient du bétail.

4 exploitaient moins de 50 ha, 6 50 ha et plus, 2 100 ha et plus.

Elles se trouvent :

- Une à l'extrémité Sud de la Croisée ;
- Une avec du bétail à environ 200 mètres à l'Est de la Croisée ;
- Une à Champ Jacquet, à environ 400 mètres au Sud-Ouest des premières maisons de la Croisée et 200 mètres au Nord-Ouest de celles du village, également installée à la Haute Chanée ;
- Une avec du bétail au nord du village ;

- Deux aux Piffauds ;
- Deux avec du bétail à Faissolles ;
- Une à la Haute Chanée ;
- Une avec du bétail à l'Ouest de la Basse Chanée.

Un exploitant extérieur utilise une porcherie en partie Ouest de la Croisée.

Le maintien de la SAU montre le dynamisme de l'activité agricole et notamment de l'élevage.

Les sièges et bâtiments agricoles sont reportés sur le plan ci-dessous et sur le plan de servitudes à titre d'information.



1.4.1.2. Autres activités

Courtes ne bénéficie ni de commerce ni de service à cause de la proximité de Saint Trivier.

Les autres activités se composent de :

- Une entreprise de transports soumise à autorisation à l'ouest de la Croisée (170 personnes) ;
- Un atelier de vente et de maintenance de matériel agricole (5 personnes) et un négociant en engrais et farines (3 personnes) au bord de la RD 975 ;
- Un paysagiste (3 personnes) à la

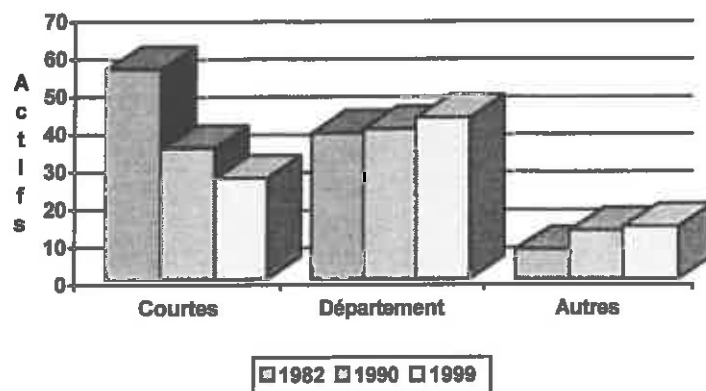
Croisée.

Un Centre d'Aide par le Travail de l'ADAPEI commun aux deux communes a été réalisé sur Vernoux en limite de Courtes au nord de la Croisée.

1.4.2. Migrations alternantes

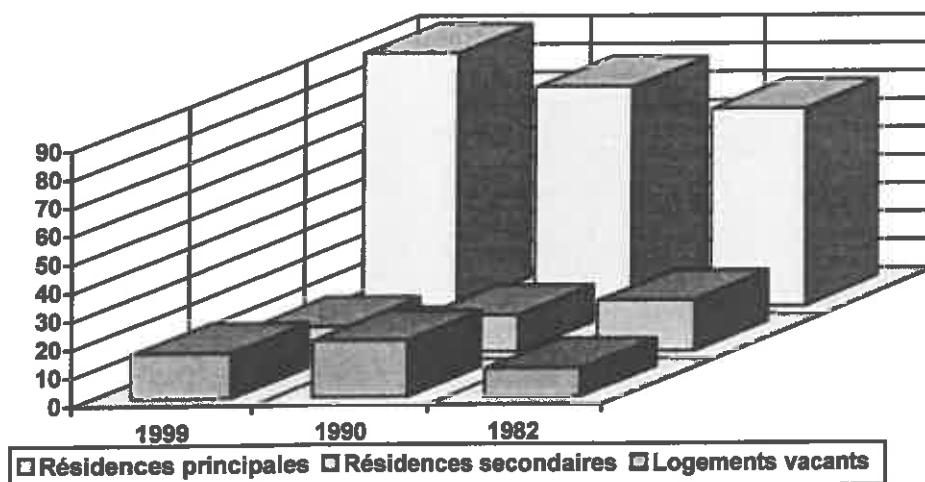
Les actifs ayant un emploi qui travaillent sur la commune diminuent.

Le taux d'activité a baissé de 51,8 % en 1982 à 45,4 % en 1990 puis 38,5 % en 1999.



1.5. Le parc immobilier

1.5.1. Nombre de logements



Les résidences principales ont régulièrement augmenté, au rythme d'environ une par an. Les résidences secondaires ont diminué et les logements ont été irréguliers.

Le nombre moyen d'occupants par logement a diminué, passant de 2,84 en 1982 à 2,46 en 1990 et 2,42 en 1999.

1.5.2. Evolution des permis de construire

Années	Logements				Activités autres qu'agricoles		Agriculture
	neufs	aménagés	total	espace utilisé neufs (m ²)	nombre	m ² créés	
1994		1	1				2
1995	1		1	2 850			
1996		1	1				
1997							
1998	1		1	1 600	1	1 615	3
1999							
2000							
2001							
2002	1		1	6 060			
2003							
Total	3	2	5	10 510	1	1 615	5
Moyenne	0,3	0,2	0,5	1 051	0,1	161	0,5

Les trois logements neufs sont des maisons individuelles. Une est implantée à la Croisée, une aux Piffauts et une à la Luminaire. Le terrain moyen par maison individuelle est de 3 503 m².

Ne sont pas pris en compte dans le tableau :

- 4 pavillons locatifs en 1997 et 2 en 1998 réalisés par la SEMCO-DA à la Croisée ;
- 2 logements réalisés en 1996 et 2000 par des exploitants agricoles.

L'aménagement est une création de logement dans un bâtiment agri-

cole.

Le permis d'activités non agricoles concerne la création d'une unité de transports pour l'entreprise de transports.

Les permis agricoles concernent quatre hangars et un agrandissement de hangar.

1.6. Les équipements publics

1.6.1. Equipements de superstructure

La commune dispose au village de :

- La mairie, la salle polyvalente et un logement loué ;
- Une aire de stationnement à côté de la mairie ;
- L'église, le cimetière et l'ancien presbytère aménagé en deux lo-

gements loués, tous trois en indivision avec Vernoux.

Courtes, Saint Trivier, Vernoux, Servignat et Vescours ont constitué un regroupement pédagogique et les enfants sont ainsi accueillis à Courtes dans une classe CM1-CM2 avec cantine, installée dans le même bâ-

timent que la mairie.

Les collégiens vont à Saint Trivier et les lycéens à Bourg.

La commune est propriétaire de plusieurs terrains au nord de la Croisée.

1.6.2. Equipements d'infrastructure

1.6.2.1. Voirie

A partir des routes départementales, un réseau de voies communales dessert tous les secteurs.

1.6.2.2. Eau potable

Dans le cadre du Syndicat des eaux de la Basse Reyssouze, avec affermage à la SAUR France, l'eau potable provient du réservoir Nord de Saint Bénigne, de 500 m³, qui est

alimenté par la station de pompage de Boz et les trois puits d'Asnières sur Saône.

L'eau est traitée au chlore et à l'ozone.

L'ensemble est très satisfaisant.

Pour augmenter la pression sur l'ensemble du Syndicat, un château de 900 m³ est prévu sur Courtes en 2006.

1.6.2.3. Assainissement

La Croisée est desservie par l'assainissement collectif. Ses effluents sont traités, avec ceux du hameau des Brosses sur Vernoux, par un lagunage naturel de 250 équivalents habitants implanté dans ce hameau qui a été mis en service en 2000. Le rejet s'effectue dans un talweg qui rejoint la rivière le Souchon et l'effluent en sortie de station respecte les normes de rejet et le rendement épuratoire est satisfaisant (Données: bilans SATESE et compte rendu de la SAUR).

Le réseau de collecte des effluents est constitué d'environ 1 300 mètres de réseaux d'eaux usées en Ø 200, dont 300 mètres situés sur la commune de Vernoux, d'un poste de refoulement et de 200 mètres de canalisation de refoulement en Ø 90.

La gestion des réseaux d'assainissement et du lagunage naturel sont assurés par Courtes.

La société Gaudriot S.A. a réalisé un zonage d'assainissement pour la commune. Pour connaître les dispositifs d'assainissement non collectif existants dans les habitations, elle a effectué une enquête par questionnaires envoyés aux particuliers. Sur 100 questionnaires envoyés, 67 ont été retournés, soit 67 %. 15 visites ont été effectuées pour compléter la connaissance des installations. Ces questionnaires et visites ont permis de recueillir les informations suivantes :

- Age et type de dispositif. L'installation des dispositifs d'assainissement s'est effectuée de façon régulière dans le temps depuis 40 ans, 27 % ayant été réalisés entre 1973 et 1982. L'âge moyen des dispositifs d'assainissement individuel est de 19 ans. 18 % des habitations ont un dispositif d'assainissement de moins de 10 ans et sont donc susceptibles d'être aux normes. Il est à noter qu'un particulier sur quatre ne connaît pas l'âge de son installation. Les dispositifs d'épuration par tranchées d'infiltration sont peu représentés, 58 des habitations munies d'un prétraitement (fosse septique ou fosse toutes eaux) n'ont pas de traitement en aval.
- Dimensionnement des fosses. Près de 45 % des particuliers ne connaissent pas la dimension de leur fosse et parmi ceux qui la connaissent, la majorité est sous dimensionnée par rapport aux normes AFNOR expérimentales.
- Entretien des installations. D'après la norme (DTU 64-1 d'août 1998), il apparaît que les bacs dégraisseurs doivent être vidangés tous les 4 mois, or d'après les questionnaires aucun bac dégraisseur ne l'est selon cette fréquence et seuls 17 % le sont tous les 6 mois. La circulaire du 22 mai 1997 préconise une

vidange des fosses tous les 4 ans et les réponses signalent que 39 % d'entre elles ne sont jamais vidangées.

- Nuisances. Seulement 7 % des personnes signalent des problèmes sur leur installation. Les problèmes rencontrés concernent les odeurs (intérieures ou extérieures) consécutives à un entretien insuffisant des assainissements autonomes ou à des stagnations et écoulements d'eaux usées.
- Eaux pluviales. Il existe sur la commune deux rejets d'eaux pluviales effectués dans un dispositif d'assainissement individuel. Il est important de rappeler que les eaux pluviales ne doivent, en aucun cas, être connectées à un dispositif d'assainissement individuel.

Une analyse des critères de l'habitat également réalisée par la société Gaudriot S.A. (superficie des parcelles, accessibilité des parcelles, pente du terrain et encombrement de la parcelle) sur les secteurs en assainissement autonome a mis en évidence des contraintes peu importantes pour la réhabilitation des installations d'assainissement individuel par tranchées d'épandage à faible profondeur. La seule contrainte répertoriée est l'encombrement (végétation, aménagement des parcelles, ...) et la plupart des parcelles est concernée. Les pentes sont en géné-

.../...

ral inférieures à 2 %.

Une campagne de sondages à la tarière a été effectuée en octobre 2003 sur l'ensemble du territoire communal (23 sondages à la tarière à main et 3 tests de perméabilité). Les résultats des investigations menées sur le terrain font l'objet d'une carte synthétisant l'aptitude des sols à l'assainissement par tranchées d'épandage à faible profondeur. Trois unités de sols sont identifiées :

- Sols limono-sablo-argileux rencontrés sur la Baisse, Faissolles et la Basse Chanée.
- Sols limono-argilo-sableux sur le Colombier, les Segliers, le village, Faissolles, vers le Mollard, sur les Piffaux, les Teppes et la Basse Chanée.
- Sols limono-argileux à la limite avec Saint Trivier, sur la Haute Chanée, en Buaille, le village, Faissolles, les Piffauds, les Bru-

yères, la Petite Forêt et les Broses.

Ces unités sont ainsi constituées en majorité de limons argileux et de limons argileux plus ou moins sableux. La perméabilité est faible voire très faible sur la plupart des sols rencontrés ($K < 15$ mm/h). La totalité des secteurs étudiés présente des contraintes, notamment en raison des sols très hydromorphes (aptitude 3, limite), les filières adaptées sont les filtres à sable drainés.

Ainsi, l'étude de l'habitat a mis en évidence de façon générale de faibles contraintes pour la réhabilitation de l'assainissement autonome par tranchées d'épandage à faible profondeur. Sur quelques habitations la réhabilitation des installations pourrait être difficile en raison des aménagements créés. L'étude de reconnaissance de sol a montré l'aptitude des sols à l'assainissement

autonome par tranchées d'épandage à faible profondeur sur la totalité des parcelles. Il sera donc nécessaire de mettre en place des filtres à sable drainés sur toutes les parcelles. Suite aux études de l'habitat et de sol, la réhabilitation des installations d'assainissement autonome par la réalisation de tranchées d'épandage à faible profondeur n'est donc pas envisageable. La filière préconisée est le filtre à sable drainé.

La société Gaudriot S.A. a étudié des hypothèses d'assainissement collectif sur le village (avec soit une lagune soit un raccordement sur la Croisée), la Basse et la Haute Chanée et Aux Ayes. Au regard de leurs coûts et des contraintes établies par le zonage d'assainissement, la Municipalité a décidé de conserver un assainissement non collectif sur le village et les Chanées.

1.6.2.4. Eaux pluviales et de ruissellement

Le zonage d'assainissement réalisé par la société Gaudriot S.A. comporte un volet « analyse simplifiée des eaux pluviales et de ruissellement ». Le territoire communal est inclus dans les bassins versants de la Reyssouze et de la Sane (affluent de la Seille). La limite de ces principaux bassins versants forme un axe nord-sud qui passe au centre de la commune. A l'Est les eaux de ruissellement rejoignent la Sane et à l'Ouest se dirigent vers la Reyssouze. Dans le bassin versant de la

Seille et de la Reyssouze, des sous bassins versants ont été définis. Ils correspondent à des talwegs dont la partie aval est occupée par un bief à écoulement permanent au moins en période de hautes eaux. En outre, le territoire communal est constitué d'un réseau assez dense de fossés, les mares sont nombreuses et les terres cultivées sont en partie drainées.

L'écoulement des eaux de ruissellement sur la commune ne pose pas de problème particulier du fait :

- De la présence de fossés le long des voiries et de nombreuses mares qui le ralentissent ;
- De la présence de nombreux talwegs sur l'ensemble du territoire communal, dont les fonds sont occupés par des biefs ;
- Du très faible encaissement de ces talwegs ;
- De l'existence d'un paysage morcelé (présence de nombreux bosquets, alternance de prairies et de terres cultivées).

1.6.2.5. Electricité

Toute la commune est équipée de façon satisfaisante.

1.6.2.6. Ordures ménagères

La Communauté de Communes du canton de Saint Trivier de Courtes, en partenariat avec celle du canton de Pont de Vaux, assure la collecte et le traitement des déchets ménagers. Ils sont composés :

- Du service de ramassage des ordures ménagères en points de regroupements. Les déchets sont collectés une fois par semaine puis transportés jusqu'au centre de stockage des déchets ultimes,

fermé au public et disposant d'une plate forme de compostage, situé sur le site de Crocu à Saint Trivier de Courtes. Il reçoit aussi les déchets des ménages de la Communauté de Communes

.../...

du canton de Pont de Vaux. D'une capacité d'accueil estimée à 94 000 m³, il est exploité en alvéoles et des casiers sont créés régulièrement en fonction des besoins. Ces alvéoles étanches sont creusées dans le sol argileux et

les déchets y sont disposés en couches minces intercalées de terre et compactées avant d'être recouverts d'une épaisse couche d'argile et de terre végétale en prévision de la remise des terrains en pâturage.

- Du tri sélectif dans toutes les communes dont Courtes qui dispose de trois containers.
- De la déchetterie intercommunale située à Saint Trivier.

1.6.3. Services et moyens de transports

Le Conseil Général assure le transport des classes primaires vers Courtes pour les communes du regroupement pédagogique intercom-

munal et celui des collégiens vers Saint Trivier.

La ligne de car privée Chalons-Bourg passe trois fois par jour à

Courtes et assure ainsi le transport des lycéens.

1.7. Intercommunalité

Courtes adhère à la Communauté de Communes du canton de Saint Trivier de Courtes qui regroupe les communes de Cormoz, Courtes, Curciat Dongalon, Lescheroux, Mantelay Montlin, Saint Jean sur Reysouze, Saint Julien sur Reysouze, Saint Nizier le Bouchoux, Saint Trivier, Servignat, Vernoux, et Vesours. Elle compte environ 5 000 habitants et siège à Saint Trivier.

Ses compétences sont :

- Action de développement économique (soutien des activités

industrielles, commerciales ou de l'emploi, soutien des activités agricoles et forestières...);

- Activités péri-scolaires ;
- Activités sociales ;
- Collecte des déchets des ménages et déchets assimilés ;
- Construction ou aménagement, entretien, gestion d'équipements ou d'établissements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs ;
- Création et réalisation de zone d'aménagement concertée ;

- Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) ;
- Schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- Tourisme ;
- Traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

Notons aussi que Courtes est engagée dans :

- Le contrat de développement Rhône Alpes Bresse-Revermont-Val de Saône ;
- Les contrats de rivière Reysouze et Seille.

1.8. Prescriptions, servitudes, annexes

Ces données, qui peuvent être consultées en mairie, ont été portées à la connaissance de la commune par le préfet, et notamment :

1.8.1. *Prescriptions*

Outre les articles L. 110 et L. 121-1 du Code de l'Urbanisme, doivent être prises en considération les lois suivantes :

1.8.1.1. Loi d'orientation pour la Ville

Il convient de reprendre les grands principes d'orientation : équilibre entre la protection des espaces naturels et la prévision d'espaces constructibles, mixité des

fonctions, diversité de l'habitat. Il est à noter que 6 logements locatifs ont été construits par la SEMCODA en 1997 et 1998, qu'un logement, situé dans le bâtiment de la Mairie, est

loué par la Municipalité et que deux logements aménagés dans l'ancien presbytère, en indivision avec Vernoux, sont loués.

1.8.1.2. Loi sur l'eau

En 2005, au plus tard, les communes devront avoir pris en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif (station d'épuration...) et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainis-

sement non collectif. Elles pourront aussi prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif.

Elles doivent délimiter, après enquête publique, les zones d'assainis-

sement collectif et les zones d'assainissement individuel.

Le zonage d'assainissement de Courtes a été élaboré en même temps que la carte communale.

1.8.1.3. Loi sur l'élimination des déchets

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés a été approuvé par arrêté préfectoral du 12 juillet 2002. Il définit les modes de collecte et de traitement des déchets.

1.8.1.4. Loi sur le bruit

Aucune voie de la commune ne fait l'objet d'un classement sonore des infrastructures de transports terrestres.

1.8.1.5. Loi relative à la protection et à la mise en valeur des paysages

Elle a pour objectif de promouvoir et préserver les paysages, les reconnaître comme valeur esthétique collective et atout de développement. Elle s'intéresse aussi bien aux paysages modestes, dont on reconnaît souvent la valeur que lorsqu'ils

disparaissent, qu'aux paysages remarquables. Il est rappelé que Courtes est concernée par la ZNIEFF de type 2 intitulée « Bocage et étangs bressans » et dispose de circuits de randonnée inscrits au Plan départemental des Itinéraires de Promenade

de Randonnée (P.D.I.R.) et reportés à titre d'information sur le plan de servitudes et d'information. Il est à noter que ces circuits font l'objet d'une étude menée par la Communauté de Communes.

1.8.1.6. Loi de renforcement de la protection de l'environnement

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du Code de la voirie routière et de 75 mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- Aux bâtiments d'exploitation agricole ;

- Aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, la réfection ou l'extension de constructions existantes.

Les dispositions des alinéas précédents ne s'appliquent pas dès lors que les règles concernant ces zones ont fait l'objet d'une étude attestant de la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages et ayant reçu l'accord de la commission départementale des sites. Cette étude est jointe à la demande d'autorisation du projet.

Les dispositions de cette loi s'appliquent dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la RD 933, route classée à grande

circulation.

Les services de la Direction Départementale de l'Équipement ont réalisé un zonage de l'application de cet article montrant que la zone d'activités du Colombier, classée en zone Ci dans l'ancienne carte communale, est située en espace urbanisé.

Par ailleurs, la commune est soumise à l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2002 relatif à la réglementation des semis et plantations d'essences forestières.

Enfin, Courtes étant comprise dans l'aire de production de la volaille de Bresse, le projet de carte communale arrêté doit être communiqué à l'Institut National des Appellations d'Origine Contrôlée.

1.8.1.7. Loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions

Par arrêté du 2 mai 2001, Monsieur le Préfet de l'Ain a déclaré l'ensemble du département de l'Ain zone à risque d'exposition au plomb.

1.8.1.8. Loi d'orientation agricole

Le principe de réciprocité édicté dans l'article L. 111-3 du Code Rural est notamment rappelé.

1.8.1.9. Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains

Elle confirme les principes qui s'imposent aux documents d'urbanisme :

- Équilibre entre développement et protection ;
- Diversité des fonctions urbaines et mixité sociale ;
- Respect de l'environnement avec nécessité de gestion économe de l'espace, prise en compte des risques, maîtrise de l'expansion urbaine et de la circulation automobile, sauvegarde des patrimoines naturels et bâtis.

Sont rappelés le statut, le contenu et les dispositions des cartes communales, puis le contenu, le périmètre, la compatibilité des schémas de cohérence territoriale.

Courtes est située dans le périmètre du SCOT Bresse Val de Saône.

1.8.2. *Projets d'Intérêt Général*

Aucun projet n'intéresse le territoire.

1.8.3. *Servitudes d'Utilité Publique*

Elles comprennent :

- La servitude relative au réseau de télécommunication : câble Saint Trivier de Courtes – Curciat Dongalon (arrêté préfectoral du 26 mars 1980).
- La servitude de protection des sites et monuments historiques : ferme de la Forêt, ensemble y compris la cheminée sarrasine, inscription à l'inventaire des monuments historiques par arrêté du 11 octobre 1930.

1.8.4. *Annexes*

- Documents relatifs aux servitudes d'utilité publique.
- Informations concernant le territoire communal de Courtes :
 - Fiches relatives aux ZNIEFF.
 - Arrêté préfectoral du 9 septembre 2002 relatif à la réglementation des semis et plantations d'essences forestières.
 - Arrêté préfectoral du 2 mai 2001 déclarant l'ensemble du département de l'Ain zone à risque d'exposition au plomb.
 - Données des sites archéologiques.
 - Données statistiques population et habitat.
 - Fiche de recensement agricole 2000.
 - Documents sur les ZNIEFF, la ZICO, NATURA 2000. Ils sont reportés à titre d'information sur le plan de servitudes.
- Données générales d'accidentologie. Il est recensé, pour la période allant du 1er janvier 1998 au 31 juillet 2003, 2 accidents corporels, le premier avec un blessé léger au carrefour entre le RD 2 et la RD 2b et le second avec un tué et un blessé léger sur la RD 2.
- Plan d'application de l'Amendement Dupont.

1.9. Cadre réglementaire supra-communal

Courtes se situe dans le schéma de cohérence territoriale (SCOT) Bresse - Val de Saône dont le périmètre est arrêté mais dont l'établissement public de coopération intercommunale n'est pas actif.

1.10. La carte communale approuvée en 2000

1.10.1. *Objectifs*

Les objectifs généraux suivants avaient été retenus :

- Protection des espaces naturels et agricoles.
- Pas d'urbanisation linéaire, accidentogène et source de conflits avec l'activité agricole.
- Développement modéré, pour préserver le caractère rural, mais suffisant pour revitaliser la commune.
- Urbanisation orientée essentiellement sur la Croisée, seul secteur équipé en assainissement collectif.

1.10.2. Orientations d'aménagement

Les principales orientations étaient les suivantes :

- Renforcement du village non assaini collectivement.
- Délimitation d'une petite zone à la Luminaire, très proche du village au sud-est, où sont regroupés trois bâtiments anciens, en raison d'engagements pris par la municipalité.
- Développement de la Croisée, pôle le plus important de la commune, desservie en assainissement collectif et création d'une zone d'une quinzaine d'hectares à vocation principale d'activités pour permettre à l'entreprise de transports d'évoluer et aussi pour permettre l'accueil éventuel d'autres activités.
- Pas de zone constructible à la Basse Chanée pour préserver les sièges agricoles et en raisons des problèmes importants que posés par les assainissements individuels.
- Pas de zone constructible aux Ayes dans l'attente d'un aménagement d'ensemble avec un schéma d'organisation, ce qui n'était pas possible avec une carte communale.
- Pas de zone constructible dans les petits hameaux pour préserver les sièges agricoles et éviter l'urbanisation linéaire, la seule possible.
- Pas de zone constructible au Colombier pour éviter de nouvelles constructions d'habitation en bordure de la RD 975, mais délimitation d'une zone à vocation principale d'activités sur les seuls terrains déjà bâtis des deux entreprises installées pour permettre leur développement.

1.10.3. Application

La carte communale a permis de protéger les espaces agricoles et naturels. Une maison individuelle a été

réalisée à la Luminaire en 2002 et une au village en 2004 le long du chemin du Cimetière (VC 204) sur

le terrain central qui n'accueillait jusqu'alors que l'Eglise.

1.11. Conclusion

Au nord de Bourg à proximité de Saint Trivier, desservie par les routes départementales 975, 2, 2b et 56, Courtes bénéficie du site de la Bresse vallonné et verdoyant et d'un patrimoine architectural intéressant, en particulier la « Ferme de la Forêt », qui doivent être préservés.

L'exode rural a causé une diminution importante de la population

qui a perdu la moitié de ses habitants en un siècle et la fermeture de l'école.

La tendance semble s'être inversée depuis 1990 grâce à un solde naturel positif et l'arrivée de nouveaux résidents qui sont essentiellement venues conforter la Croisée, et la population présente une structure démographique stable.

L'activité agricole se maintient bien et doit être protégée et plusieurs autres activités, notamment l'entreprise de transports, offrent des emplois.

La commune dispose des équipements de superstructures de base.

L'alimentation en eau potable est satisfaisante et la Croisée est équipée en assainissement collectif.

2. PRESENTATION DU PROJET

La Municipalité a décidé d'élaborer une carte communale pour deux raisons :

- La loi SRU ne permet pas de confirmer la carte communale approuvée le 27 septembre 2000 ;
- La Municipalité veut répondre à une demande en logements. Par rapport à l'ancienne carte communale, elle souhaite offrir quelques nouvelles possibilités de construction à la Croisée en raison du manque de terrains constructibles résultant de la rétention foncière.

En fonction de l'évolution de la commune, des souhaits de la municipalité, les objectifs généraux retenus sont la protection du cadre de vie, des espaces naturels, des paysages et des boisements, ainsi que des

sièges et des espaces agricoles, une urbanisation modérée, compatible avec les équipements, notamment l'assainissement collectif.

La Croisée étant équipée en assainissement collectif avec une lagune de 250 équivalents-habitants pouvant supporter des extensions, la Municipalité veut étendre ce secteur tout en permettant quelques constructions dans le village en assainissement autonome.

L'article R. 124-3 du Code de l'Urbanisme permet de définir les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne sont pas autorisées, à l'exception de l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équi-

pements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles. Les premiers seront classés en zone constructible (C) et les seconds en zone naturelle (N). Cet article permet également de préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées. Ce type de secteur sera classé en zone constructible pour les activités économiques (Ca).

Notons qu'une carte communale ne permet ni de distinguer une zone naturelle agricole d'une zone naturelle de protection, ni de repérer les boisements de la commune.

2.1. Le village

Il serait souhaitable de développer ce cœur traditionnel de la commune dont les équipements publics favorisent la vie sociale, mais il n'est pas assaini collectivement et on ne peut que le conforter.

Cela n'est possible ni l'Ouest ni à l'Est linéairement le long de la RD 2b et de la voie communale.

Une zone constructible (C), est donc définie sur le bâti existant et sur :

- Des terrains au Sud-Ouest entre les voies dans la continuité du village, qui offrent quelques pos-

sibilités de construction. Ils étaient classés dans la zone constructible de l'ancienne carte communale.

- Quelques terrains au Nord le long de la VC 204 pour englober une construction récente et rendre constructible une dent creuse, sous réserve du respect de la distance séparant ces terrains du bâtiment abritant du bétail le plus proche situé au Nord du village.

Pour la qualité des paysages, qui participent au maintien du caractère rural, doit être préservé, conformé-

ment à l'analyse de l'état initial de l'environnement, le terrain central naturel au cœur du village qui contribue à la mise en valeur paysagère de l'église et qu'il serait dommage d'urbaniser. La partie encore non bâtie de ce terrain, cultivée, hormis la « dent creuse » située entre la maison réalisée en 2004 le long du chemin du Cimetière (VC 204) et l'église, n'est donc pas classée en zone constructible.

Sa capacité globale est de 7 constructions, 6 au Sud-Ouest et une au Nord, sur 20 000 m².

2.2. La Croisée

A l'origine de la taille du village, elle s'est étendue, notamment avec les logements locatifs sociaux, pour devenir le pôle le plus important.

Elle est bien équipée en eau potable (canalisation de 125 mm sur la RD 2b) et en assainissement collectif et la commune est propriétaire d'environ trois hectares au Nord. Elle est donc la plus adaptée pour recevoir l'essentiel du développement de la commune. Une zone constructible (C) recouvre donc le bâti existant et, dans sa continuité, pour un développement en épaisseur, les terrains de part et d'autre de la RD 2b au Nord et un peu au Sud. Les nouveaux accès sur la RD 2 doivent être proscrits pour la sécurité. Si quelques accès aux terrains situés à l'Est existent, pour une

urbanisation cohérente et favoriser la sécurité des accès, un aménagement prévoyant une voie de desserte parallèle à la RD 2b serait souhaitable, ce qu'une carte communale ne permet pas de prévoir. La Municipalité veillera donc au regroupement des accès privés.

A noter que de nouvelles habitations ne peuvent pas être admises à proximité de la porcherie au Sud-Ouest.

Sa capacité globale est de 48 constructions sur 138 000 m². La capacité résiduelle de la zone constructible de l'ancienne carte communale était de 37 constructions sur 97 400 m². Hormis les 6 logements SEMCODA, seule une maison a été réalisée depuis 10 ans à cause de la rétention foncière. Pour en tenir

compte, une extension par rapport à l'ancienne carte communale en épaisseur à l'Est, d'une capacité de 11 logements sur 40 700 m² est retenue.

Pour permettre à l'entreprise de transports implantée à l'Ouest de s'étendre si elle le souhaite et l'accueil éventuel d'autres activités, une zone d'environ 17,7 hectares à vocation principale d'activités (Ca) est délimitée. Sa seule modification par rapport à la zone de l'ancienne carte communale concerne une adaptation de sa limite au nouveau parcellaire au Nord-Ouest.

Ces secteurs sont de plus très favorables. En effet, ils sont plats et sans boisements, leur urbanisation n'aura aucune incidence sur le paysage et l'environnement.

2.3. Les hameaux

2.3.1. *Aux Ayes*

Ce secteur pourrait être conforté, mais, seules quatre ou cinq constructions étant possibles le long de la route départementale, il est souhaitable, en cas de mise en place d'un assainissement collectif raccordé à Saint Trivier, de l'urbaniser en

épaisseur en prévoyant une voie de desserte et donc un aménagement d'ensemble de la partie Sud des terrains avec un schéma d'organisation, ce qu'une carte communale ne permet pas. En l'attente d'un éventuel Plan Local d'Urbanisme, pour éviter

de créer de multiples accès sur la RD entraînant des problèmes de sécurité et pour préserver des possibilités d'accès pour cet aménagement éventuel ultérieur, aucune zone constructible n'est définie.

2.3.2. *La Basse Chanée*

De nouvelles constructions ne peuvent pas y être autorisées compte tenu de la présence des sièges agricoles et des problèmes importants que pose les assainissements individuels.

2.3.3. *Le Colombier*

De nouvelles constructions, notamment d'habitation, ne doivent pas être admises en bordure de la RD 975. Les deux entreprises totali-

sant une petite dizaine d'emplois qui y sont installées devant cependant être prises en compte, une zone à vocation principale d'activités (Ca),

identique à celle de la carte communale précédente, est prévue sur les seuls terrains déjà bâtis pour permettre leur développement.

2.3.4. *Les petits hameaux*

Outre que les sièges agricoles des Piffauds, de Faissolles et de la Haute Chanée doivent être préservés, une urbanisation linéaire, la seule possible, engendrerait des conflits avec l'activité agricole, la perte d'identité de chacun des lieux-dits et miterait

le paysage.

Une petite zone était délimitée dans la carte communale précédente à la Luminaire, très proche du village au sud-est, en raison d'engagements pris par la municipalité, pour permettre la construction d'une

habitation à côté des trois bâtiments anciens regroupés. Le bâtiment étant réalisé, cette zone n'a plus lieu d'être et ce hameau est donc classé en zone naturelle (N).

2.4. Les écarts

Pour préserver le patrimoine naturel et architectural, aucune autre zone constructible n'est délimitée. Tous ces secteurs sont donc classés en zone naturelle (N).

Les capacités de construction du village et de la Croisée sont les suivantes :

	Surfaces disponibles m ²	Nombre de logements
Le village	20 000	7
La Croisée	138 000	48
Total	158 000	55

2.1. Superficies des zones

Les superficies en hectares des zones sont les suivantes :

C Village	C La Croisée	Ca La Croisée	Ca Le Colombier	N
6,7	20,0	17,7	2,0	859,6
26,7		19,7		859,6
906,0				

3. PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

Les zones de développement du village et de la Croisée leurs sont contiguës et sont mesurées. Le village, en assainissement autonome, ne sera que conforté et la Croisée, desservie par le réseau d'assainissement collectif, recevra l'essentiel du développement de la commune. Comme les zones à vocation principale d'activités (Ca), elles se

trouvent sur des terrains plats non boisés éloignés des éléments sensibles du patrimoine architectural et naturel.

Ces zones respectent les éléments sensibles décrits dans l'état initial de l'environnement et interdisent l'implantation d'habitations ou d'activités à proximité des bâtiments agricoles abritant du bétail.

Les secteurs naturels et les paysages sensibles sont classés en zone naturelle, dans laquelle presque toutes les nouvelles constructions sont interdites, qui recouvre 95 % du territoire.

Cette carte communale n'a donc pas d'incidence sur l'environnement et prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.